INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 16 mai 2022**

* Les marchés actions européens ont clôturé en baisse au terme d'une séance volatile. Le CAC 40 a cédé 0,23% à 6 347,77 points. L'EuroStoxx 50 a abandonné 0,67% à 3 678,74 points. A Wall Street, le Dow Jones et le Nasdaq perdent respectivement 0,26% et 1,13%.
* Vendredi dernier, les investisseurs semblaient avoir repris un peu espoir grâce aux propos jugés rassurants de Jerome Powell sur le resserrement de la politique monétaire de Fed. Celui-ci a notamment écarté de nouveau le scénario d'une hausse de 75 points de base.
* Mais ce matin, la Chine a brisé toute velléité de poursuite du rebond. En raison des restrictions sanitaires, les ventes au détail dans la deuxième économie du monde ont chuté de 11,1% en avril tandis que la production industrielle a reculé le mois dernier de 2,9%. Or, contrairement aux attentes des économistes, Pékin ne semble pas presser de mettre en œuvre des mesures de relance susceptibles de permettre d'atteindre son objectif de croissance annuelle d'environ 5,5%.
* Aux Etats-Unis également, les craintes sur la croissance ont été ravivées par le repli plus marqué que prévu de l'indice manufacturier (" Empire State ") de la Fed de New-York. Cet indicateur d'activité est ressorti à -11,60 en mai 2022, contre 24,60 le mois précédent et un consensus Briefing.com de 15.
* De plus, Goldman Sachs a abaissé ses prévisions de croissance américaine pour 2022 et 2023. La puissante banque d'affaires table désormais sur une hausse du PIB de la première économie du monde de 2,4% cette année, contre 2,6% jusque-là. Pour 2023, la perspective est encore plus morose puisqu'elle escompte 1,6% contre 2,2% auparavant.
* Sur le front géopolitique enfin, la tension est encore montée d'un cran avec le processus d'admission de la Finlande et la Suède à l'Otan, alors que la Russie avait à plusieurs reprises mis en garde sur cette adhésion.
* La devise indienne est tombée à des niveaux historiquement bas ces derniers jours, chutant jusqu'à 77,6313 roupies par dollar jeudi dernier. L'inflation en Inde (7,8% en avril) inquiète tout particulièrement les investisseurs, qui ont retiré 19 milliards de dollars des marchés actions du pays depuis le début de l'année. La balance des comptes courants et l'agressivité de la banque centrale n'ont pas non plus aidé à soutenir la devise. Pour pallier à la hausse des prix alimentaires, accentuée par les mauvaises récoltes de blé, l'Inde a temporairement banni les exportations de la céréale.
* Les risques de récession mondiale et la prise de conscience que la Chine pourrait ne pas atteindre une croissance du PIB de plus de 5 % ont déclenché une vague de prises de bénéfices, observe UBS : les métaux ont chuté de 15% à 20% et les valeurs minières, de 20% à 30% le mois dernier. Cependant, les matières premières restent à un niveau élevé en raison d'une offre limitée. Pour le deuxième semestre 2022, l'analyste juge les perspectives de la demande mitigées, avec une amélioration en Chine et des risques en Europe et aux Etats-Unis.

Le courtier estime que le rapport rendement/risque est plus favorable aux groupes miniers. Il reste toutefois sélectif avec une préférence pour le charbon et l'aluminium par rapport au minerai de fer et au cuivre.

* L'Union européenne devrait échapper à la récession en 2022 et 2023 grâce à la réouverture des économies et aux mesures de soutien prises par les Etats, indique la Commission européenne dans ses perspectives économiques du printemps. Pour autant ajoute la Commission, la guerre en Ukraine a et aura un impact négatif sur les économies des États membres en renforçant les pressions sur les prix des produits de base, en provoquant de nouvelles ruptures d'approvisionnement et en augmentant l'incertitude. Dans ce cadre, la Commission a revu à la baisse ses prévisions 2022 et 2023.

La croissance du PIB dans l'Union européenne est désormais attendue à 2,7 % en 2022 et à 2,3 % en 2023, contre 4% et 2,8 % (2,7% pour la zone euro) respectivement, dans les prévisions intermédiaires de l'hiver 2022.

La Commission a par ailleurs relevé ses prévisions d'inflation. Elle devrait atteindre 6,1% en 2022 dans la zone euro avant de retomber à 2,7% en 2023. Pour 2022, cela représente une révision à la hausse significative par rapport aux prévisions de l'hiver 2022 (3,5%).

Pour l'Union européenne, l'inflation devrait passer de 2,9% en 2021 à 6,8% en 2022 puis retomber à 3,2% en 2023.

* La suppression de la redevance TV profite peu aux ménages modestes, indique Asterès. L'inflation sur l'alimentation et l'énergie pénalise avant tout les ménages modestes, pour qui ces postes de dépenses représentent une plus large part du budget, observe le cabinet dans une note.

La suppression de la redevance TV n'apporterait aucun gain de pouvoir d'achat pour les 10 % des ménages les plus modestes, qui en sont exonérés, et un gain respectif de 64 euros et 97 euros pour les deux déciles de revenus supérieurs (au vu des multiples cas d'exonération de la redevance TV, ces chiffres doivent être considérés comme des estimations et ne prétendent pas à une précision à l'euro près).

Un ciblage spécifique des aides vers les ménages modestes permettrait un gain de pouvoir d'achat annuel de 355 euros. Si l'ensemble du produit de la redevance TV (3,2 milliards d'euros) était distribué uniformément à l'ensemble des 30 % des Français les plus modestes, chacun de ces ménages bénéficierait d'un gain de pouvoir d'achat de 355 euros par an.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, les groupes considérés comme défensifs ont tiré leur épingle du jeu. Engie a gagné plus de 2%, Thalès, 1,8% et Bouygues, 1,57%. A l'opposé, Alstom a cédé 1,85% et L'Oréal, exposé à la Chine, a perdu 1,4%.
* C’est désormais fait. Renault (-0,04% à 23,59 euros) vient de s’enlever l’épine russe du pied. Le groupe au losange a en effet signé des accords pour céder 100 % de ses parts dans Renault Russie à la ville de Moscou ainsi que sa participation de 67,69 % dans le constructeur russe AvtoVAZ à l'Institut central de recherche et de développement des automobiles et des moteurs (NAMI). « La réalisation de ces transactions n'est soumise à aucune condition, et toutes les autorisations requises ont été obtenues », a précisé Renault.

L'accord prévoit toutefois une option de rachat par le constructeur français de sa participation dans AvtoVAZ, exerçable à certaines périodes au cours des 6 prochaines années.

" Aujourd'hui, nous avons pris une décision difficile mais nécessaire (…) tout en préservant la performance du groupe et notre aptitude à revenir dans le pays à l'avenir, dans un contexte différent ", a déclaré Luca de Meo, le directeur général de Renault Group.

Comme annoncé le 23 mars dernier, une charge d'ajustement non cash correspondant à la valeur des immobilisations incorporelles, corporelles et goodwill consolidés du groupe en Russie devrait être enregistrée lors des résultats du premier semestre 2022. Au 31 décembre 2021, cette valeur s'élevait à 2,195 milliards d'euros.

Les activités russes seront déconsolidées dans les comptes semestriels de Renault au 30 juin 2022 et traitées comme activités abandonnées en application d'IFRS 5.

* Valneva chute de près de 20% à 9,65 euros après avoir atteint un peu plus tôt 9,162 euros, soit son plus bas niveau depuis fin janvier 2021. La biotech franco-autrichienne encaisse une très mauvaise nouvelle. La Commission européenne veut résilier sa commande de 60 millions de doses du vaccin contre le Covid (24,3 millions de doses livrées cette année et une option pour la livraison des doses restantes en 2023). En effet, l'Agence européenne du médicament (EMA) n'a pas encore donné son feu vert au vaccin et le comité des médicaments à usage humain (CHMP) doit statuer d'ici fin juin.

Or, selon l'accord conclu en fin d'année dernière entre Valneva et la Commission européenne, il existe une clause qui permet à Bruxelles d'y mettre fin si Valneva n'a pas reçu cette autorisation de mise sur le marché de l'EMA au plus tard le 30 avril 2022.

Valneva dispose de 30 jours à compter du 13 mai 2022 pour obtenir une autorisation de mise sur le marché ou pour proposer un plan "permettant de remédier à la situation de façon acceptable".

Le 2 mai, le groupe a apporté les réponses à la troisième série de questions soumises par le CHMP. Si celles-ci étaient acceptées par le comité, alors Valneva pourrait éventuellement obtenir une opinion positive de l'EMA avant la fin du deuxième trimestre 2022.

* Tesla retarderait d'au moins une semaine son plan visant à ramener la production de son usine de Shanghaï au niveau d'avant le confinement de la ville chinoise suite à la nouvelle vague de Covid. C’est ce que montre un document interne consulté par Reuters. L’agence de presse ajoute que la firme d’Elon Musk comptait augmenter sa production sur place à 2 600 véhicules par jour à partir de ce lundi. En préouverture de Wall Street, le titre du constructeur de véhicules électriques est quasi-stable.
* Capgemini a gagné 0,38% à 184,85 euros, échappant à la baisse du marché parisien. Le groupe de conseil et de services informatiques a conclu un accord en vue d'acquérir Chappuis Halder & Cie, cabinet de conseil en stratégie et management spécialisé dans le secteur des services financiers.

Cette acquisition renforcera la capacité du groupe à accompagner des clients du secteur Banque, Gestion de Fortune et Assurance en Amérique du Nord, en Europe et en Asie du Sud-Est, pour définir le futur de leur activité et mener leurs projets de transformation par la technologie.

La transaction complètera également l'offre de conseil du groupe dans le domaine de la stratégie en Environnement, Social & Gouvernance (ESG) et risque climatique.

Il offre notamment des opportunités commerciales à ses clients, en leur fournissant des conseils sur la réglementation et en menant des projets liés à l'ESG, en particulier grâce à son expertise sur la transformation basée sur les données.

" Avec Chappuis Halder, nous renforçons encore notre capacité à fournir une transformation de bout en bout aux clients des Services Financiers " , a déclaré Anirban Bose, directeur général de l'activité Services financiers de Capgemini et membre du comité de direction générale du groupe Capgemini.

Cette opération devrait être finalisée dans les prochains mois.

* Le redressement est cours chez Ryanair (-0,51% à 13,56 euros) qui a réduit sa perte nette lors son exercice 2021-2022 (clos fin mars 2022). Cette dernière est en effet ressortie à 355 millions d’euros avant éléments exceptionnels, contre une perte d’un milliard d’euros lors de l’exercice précédent. C’est mieux que ce qu’escomptait le consensus, soit une perte nette de 370 millions d’euros. En parallèle, la compagnie aérienne à bas coûts a transporté plus de 97 millions de passagers, contre 27,5 millions lors de l’exercice précédent et 149 millions pré-crise.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 4,80 milliards d'euros, contre 1,64 milliard d'euros lors de l'exercice précédent. Il est en ligne avec les attentes du consensus.

Pour son exercice en cours, qui s'achèvera fin mars 2023, Ryanair prévoit de transporter 165 millions de passagers. De plus, le groupe espère le retour à une " rentabilité raisonnable ". Cependant, il précise que la reprise reste fragile et n'est pas en mesure de communiquer d'objectifs financiers chiffrés, en raison des risques liés à la guerre en Ukraine et au Covid.

Enfin, Ryanair dit avoir couvert 80% de ses achats de kérosène pour l'exercice qui s'achèvera fin mars 2023. Toutefois, les 20% non couverts entraîneront des " augmentations de coûts non budgétées ".

**ANALYSES**

* Les banques centrales seraient-elles amenées à financer très durablement les déficits publics liés à la réindustrialisation, au changement climatique ou au réarmement contrairement au « quoi qu'il en coûte » qui ne durait que le temps de la pandémie ? La dette n'aurait-elle donc aucune importance ? Piégée par trop d'objectifs contradictoires, la politique monétaire extrêmement accommodante se perpétuerait alors, les taux d'intérêt restant très inférieurs au taux de croissance et le bilan de la banque centrale ne cessant de gonfler. Las ! Cette idée bien commode augurerait de lendemains douloureux. Les banques centrales amorcent d'ailleurs une autre voie.

Avant-guerre, à cause d'une inflation qui n'était pas seulement transitoire, les banques centrales devaient sortir progressivement du quantitative easing et augmenter leurs taux. Mais prudemment, du fait de l'endettement global très élevé et de marchés financiers et immobiliers fortement valorisés, elles ont durci leur discours lorsqu'est survenu un fort surcroît d'inflation dû à la guerre en Ukraine.

Une inflation qui s'emballerait par un phénomène d'indexation, même imparfait, des prix aux prix et des salaires aux prix serait en effet source de nombreux maux. Serait induite de facto une inégalité profonde des évolutions de revenus en valeur réelle, entre les ménages comme entre les entreprises, la capacité à répercuter les hausses de prix étant loin d'être égale. Les négociations salariales deviendraient très conflictuelles ; l'affichage des prix entre producteurs, distributeurs et consommateurs serait instable ; les contrats de prêt engendreraient une perturbation des modes de fixation des taux d'intérêt entre prêteurs épargnants et emprunteurs. Une inflation stable et basse est en effet essentielle à la confiance entre les acteurs, donc à une économie efficace.

Cependant, aujourd'hui, face au spectre de la stagflation, les banques centrales font face à un dilemme encore plus délicat. Elles ne doivent pas casser cette croissance qui va s'affaiblissant, mais elles n'ont pas d'autre choix que de réagir pour lutter contre le risque majeur d'une inflation incontrôlée.

Aussi, lorsque les banques centrales a minima normaliseront leur politique monétaire, elles devront le faire avec beaucoup de clarté pour leur crédibilité, mais aussi beaucoup de progressivité. Elles devront en tester à chaque étape les effets sur les marchés financiers, y compris celui de la dette des Etats. La BCE a un défi supplémentaire : la zone euro est composée de pays aux situations économiques très divergentes. Parallèlement, les gouvernements devront afficher une trajectoire budgétaire crédible, en réalisant des investissements porteurs de croissance potentielle et plus verte, mais aussi en protégeant les plus démunis face à l'inflation… Les réformes structurelles seront en outre, et plus que jamais, indispensables pour faciliter la croissance et participer à la trajectoire de solvabilité - on parle notamment de celle des retraites en France. Ce chemin, étroit, est le seul possible.

Si les banques centrales perpétuaient ad libitum une politique de financement des déficits publics et de taux trop bas, de graves crises financières dues à l'éclatement de bulles de moins en moins contrôlables se produiraient en cascade, abîmant structurellement la croissance. L’inflation s’emballerait au détriment des plus faibles et de l'efficacité globale de l'économie. Et, tôt ou tard, la confiance dans la monnaie elle-même pourrait être remise en cause. La fuite devant la monnaie finirait alors par faire s'effondrer l'économie et l'ordre social. Les exemples dans l'histoire en témoignent.

Les politiques monétaires vont donc se durcir et les taux d'intérêt monter. Reste peu de temps pour les agents très endettés, publics ou privés, pour s'y préparer.

**L’AGENDA DU 17 mai 2022**

**7h30 en France**
 de chômage au premier trimestre

**11h00 en zone euro**
PIB au premier trimestre
Emploi au premier trimestre

**14h30 aux Etats-Unis**
Ventes au détail en avril

**15h15 aux Etats-Unis**
Production industrielle et taux d'utilisation des capacités de production en avril

**16h00 aux Etats-Unis**
Indice NAHB en mai
Stocks des entreprises en mars